



**RAPPORT
ANNUEL**
2021 – 2022

Rassembler
Rayonner
Diversifier



TABLE DES MATIERES

RAPPORT ANNUEL 2021-2022

ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN, DIVISION DU QUEBEC

MOT DU PRÉSIDENT	1
MOT DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE	2
L'ABC-QUÉBEC EN BREF	3
CONSEIL D'ADMINISTRATION	6
ORGANIGRAMME	8
COMITÉS STATUTAIRES	9
SECTIONS DE DROIT	10
ANNEXE 1 – ACTIVITÉS DE FORMATION	I
ANNEXE 2 – ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS 2021-2022	VIII



MOT DU PRÉSIDENT

ME HORIA BUNDARU



Chers.ères membres,

Au terme de mon mandat de président de notre Division, je quitte avec le sentiment du devoir accompli.

J'avais promis de concentrer les efforts de l'ABC-Québec sur trois priorités.

D'abord, nous **rassembler**. Après deux années de confinements successifs, nous avons enfin pu nous retrouver en personne et célébrer ensemble la richesse et la diversité de notre association. Le Cocktail du temps des fêtes qui a eu lieu le 8 décembre 2021 dans le magnifique Atrium de la Maison Alcan, et le Dîner présidentiel du 15 juin dernier au Centre des sciences de Montréal ont fait salle comble et ont démontré qu'il y a envers l'ABC-Québec un engouement renouvelé et palpable. La présence à ces événements de nombreux invités de marque, parmi lesquels la bâtonnière du Québec, les bâtonnier.è.s des sections de Montréal et de Québec et les juges en chef des trois paliers de tribunaux québécois, avec qui nous avons entretenu tout au long de l'année une collaboration étroite et fructueuse, attestent de la grande crédibilité dont jouit notre association au sein de la communauté juridique et auprès de la magistrature.

Ensuite, **rayonner**. Au cours des douze derniers mois, grâce au dynamisme de nos membres, l'ABC-Québec a été très active sur l'échiquier juridique québécois. Nous avons pris position à l'égard des projets de loi majeurs qui ont été déposés par le ministre de la Justice du Québec, qu'il s'agisse du PL 96 et de ses incidences sur l'administration et l'accès à la justice ainsi qu'en matière commerciale, du PL 92 visant la création d'une Division spécialisée en matière de violence sexuelle et de violence conjugale à la Cour du Québec, ou encore du PL 2 visant la réforme du droit de la famille. Plus récemment, avant qu'il ne meure au feuillet, nous avons amorcé l'analyse du PL 40 visant à simplifier la procédure civile à la Cour du Québec et à réaliser la transformation numérique de la profession notariale. Ce sera sans doute partie remise lors de la reprise des travaux de l'Assemblée nationale cet automne.



L'ABC-Québec est également intervenue pour dénoncer le phénomène d'attaques de plus en plus fréquentes contre l'indépendance des tribunaux judiciaires. Dans une lettre ouverte que nous avons co-signée avec l'ABC nationale, nous avons rappelé que l'indépendance judiciaire existe au profit du public et que sa protection est primordiale pour maintenir la confiance du public dans l'administration de la justice.

Enfin, **diversifier**. Comme promis, nous avons procédé à la révision et à la modernisation des règles de gouvernance au sein des comités exécutifs des sections en adoptant une Politique des sections de droit qui vise, d'une part, à favoriser l'implication active des membres, notamment en encourageant un roulement sain et, d'autre part, à améliorer la diversité dans la composition des comités.



Je tiens à remercier tous les membres du conseil d'administration de la Division pour le travail accompli pendant la dernière année, à saluer mes collègues dont les mandats ont pris fin le 30 juin dernier, et à souhaiter beaucoup de succès dans leurs fonctions aux nouveaux membres, ainsi qu'à Me Martine Burelle, qui m'a succédé à la présidence.

Je remercie également notre Directrice générale, Me Manon Dulude, et la formidable équipe de la permanence qui l'entoure. L'ABC-Québec qui nous

rend si fiers, elle existe grâce à votre travail acharné, votre talent et votre dévouement. Vous faites ressortir le meilleur de nous et vous incarnez ce qu'il y a de plus noble dans notre association.

Cela a été un grand privilège pour moi de servir comme président de notre Division, et je vous remercie de la confiance que vous avez placée en moi, et de l'appui que vous m'avez manifesté au cours de la dernière année. Notre travail, cependant, doit continuer. Nous avons chacun la responsabilité de sans cesse renouveler la pertinence et la crédibilité que les talentueux juristes qui nous ont précédés ont bâties pour l'ABC-Québec au fil de ses 70 années d'existence. Continuons à nous investir en grand nombre dans des échanges stimulants et enrichissants avec les autres membres. N'ayons pas peur de bousculer et de prendre position : l'ABC-Québec n'est jamais aussi pertinente que lorsqu'elle se porte à la défense de la primauté du droit et du principe de l'indépendance judiciaire, et qu'elle met son expertise au service de la réforme efficace du droit et de l'amélioration de l'accès à la justice.

Me Horia Bundaru
Président, Association du Barreau canadien, Division du Québec
2021-2022

MOT DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE

ME MANON DULUDE



Chers.ères membres,

L'année 2021-2022 s'est tenue sous les thèmes chers à notre président, Me Horia Bundaru soit : rassembler, rayonner, diversifier. Pour l'accompagner dans chacune de ses priorités, mon équipe et moi avons multiplié les efforts afin de faire preuve de créativité et d'initiatives et ainsi lui permettre d'accomplir son mandat qu'il a livré avec brio.

Rassembler : outre le bonheur de retrouver enfin nos membres et amis.es de la communauté juridique lors d'événements, nous avons renoué avec les formations en présentiel. Mon équipe a donc reçue la formation nécessaire afin d'offrir des activités hybrides et ainsi, reprendre une vie un peu plus normale. Certes, ce nouveau mode a demandé de l'adaptation tant de la part des participants.es que de mon équipe après 2 ans de confinement quasi total. Il fallait convaincre les participants.es de revenir en salle tout en assurant une présence accrue en visioconférence et ainsi créer la synergie adéquate pour créer un cadre de formation dynamique qui correspond aux besoins de chacun. En outre, nous avons offert plusieurs activités gratuites afin d'accompagner nos membres.

Horia et moi avons enfin pu aller à la rencontre de nos partenaires et alliés et nous sommes déplacés un peu partout à travers le Québec et le Canada afin de nouer des alliances et discuter de projets communs.

Rayonner : des efforts considérables ont été mis pour que nous soyons présents par nos interventions. Afin de favoriser et de maintenir cet enjeu de taille, mais combien important et cher à notre mission, nous nous sommes inscrits au Registre des lobbyistes du Québec pour permettre à nos différentes sections et comités statutaires, ainsi qu'à notre Conseil d'administration de s'exprimer sur des enjeux importants. En outre, nous avons créé un poste à temps partiel pour un juriste dont le mandat sera d'assurer une veille juridique et législative et de rédiger des projets de prises de position afin de supporter les travaux de tous nos intervenants.es qui agissent à titre *pro bono*. Il s'agit là d'une grande première pour notre division, qui contribuera à bonifier la valeur de la proposition de l'ABC au Québec.

En outre, Horia et moi avons rencontré un membre du Barreau de l'Ukraine en compagnie de représentants du Barreau du Québec, d'Avocats sans frontières ainsi que de l'Union internationale des avocats, afin de mieux comprendre la situation en Ukraine et d'offrir de l'aide de manière concrète.

Diversifier : Le Conseil d'administration a adopté une nouvelle *Politique des sections de droit* qui vise, d'une part, à favoriser l'implication active des membres, notamment en encourageant un roulement sain et, d'autre part, à améliorer la diversité dans la composition des comités. Cette nouvelle politique a demandé une adaptation exceptionnelle de la part de nos présidents.es de section afin de nous permettre de mettre en place ces nouvelles règles et ainsi, contribuer à la pérennité de notre mission. Je tiens donc à les remercier chaleureusement, non seulement pour leur travail exceptionnel tout au long de l'année, mais pour leur ouverture et leur support dans la mise en place de cette nouvelle politique.

Je ne pourrais terminer ce mot sans remercier certaines personnes en particulier. À mon président sortant, cher Horia, je tiens à lui dire à quel point je suis sans voix devant le travail colossal qu'il a accompli, non seulement par son investissement de temps sans aucune réserve, mais par son enthousiasme et sa détermination sans faille à croire en notre mission. Horia, tu as été un président passionné, déterminé et novateur et je me permets de me faire la porte-parole de l'ensemble de nos membres pour te dire, merci, mille fois merci, d'avoir amené notre division encore plus loin, encore meilleure, encore plus forte que jamais. Mon amitié et mon respect te sont acquis à jamais. Je remercie également tous les membres de notre Conseil d'administration pour leur indéfectible confiance et leur support.



Enfin, à mon équipe de rêve, que serai-je sans vous ... une équipe, c'est d'abord et avant tout une cohésion, repousser les limites, foncer, contribuer, amener des idées, se dépasser et avant toute chose : croire à l'importance de notre mission ... vous êtes tout simplement fantastiques!

Merci à Me Martin Thibault, directeur des opérations, notre socle qui nous ramène toujours au calme même dans la tempête, Catherine-Iman Taleb, responsable du développement professionnel et des projets spéciaux qui a été femme-orchestre de toute cette nouvelle offre de formation hybride; Amélie Lacroix, coordonnatrice aux communications qui nous apporte tous nos superbes visuels et nous permet d'être présents activement sur les réseaux sociaux; une nouvelle recrue, Wendy Sharratt, agente service aux membres et à l'administration, qui par son énergie incroyable et son sourire aura su s'intégrer dès son premier jour. Enfin, merci à Jessie Giroux, agente au service aux membres qui a occupé cette fonction durant plus de sept ans, qui a été de tous les instants d'un soutien indéfectible et qui relève maintenant un nouveau défi professionnel, de même que Florence Chouinard, coordonnatrice aux événements, qui vient tout juste de se lancer dans un nouveau projet, mais qui a été un atout précieux au cours des dernières années.



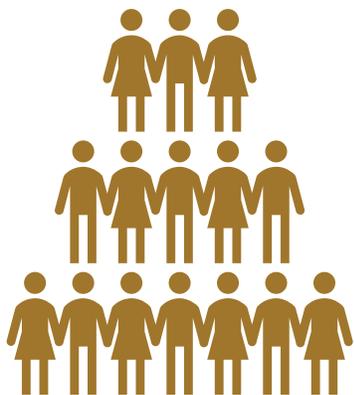
Chers.ères membres, mes plus sincères remerciements pour votre fidélité, c'est pour vous et par vous que nous existons et soyez assurés.es de notre engagement profond à représenter vos intérêts et à continuer de défendre notre mission et nos valeurs en votre nom.

Manon Dulude

Me Manon Dulude
Directrice générale

L'ABC-QUÉBEC EN BREF

2021-2022



2071 membres, dont ...



1806 membres réguliers (avocats, juges, professeurs et notaires)



129 étudiants, universitaires et stagiaires

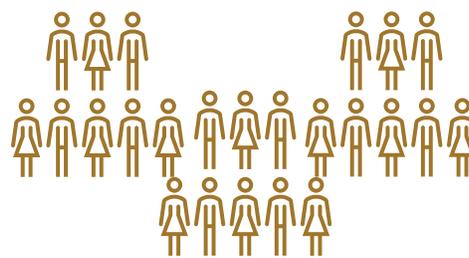


139 autres types de membres (honoraires, retraités, etc ...)

Formations



62 activités de formations



2753 participants

Événements



Le *Cocktail du temps des fêtes*, qui a pour objectif de souligner le travail des bénévoles de la Division. C'est aussi à cette occasion que la Médaille Paul-André-Crépeau est remise. De retour en mode présentiel cette année, Me Horia Bundaru a animé la soirée sous le signe des retrouvailles. Ce fut aussi l'occasion de remercier Me Tommy Tremblay, président sortant de la Division, pour son apport à l'ABC-Québec.



Le *Dîner présidentiel* est l'événement de fin d'année de la Division, qui permet à toute la communauté juridique de se réunir et de célébrer les récipiendaires des prix de la Division. Tenue au Centre des sciences de Montréal et animé par Me Horia Bundaru, cette édition a réuni plus de 300 participants; la soirée s'est terminée avec un panel de discussion sur l'avenir du système juridique québécois, composé des 3 juges en chef de la province.



Projets



Le **Programme Citoyenneté et Chartes** initie des groupes d'élèves aux droits fondamentaux et les sensibilise aux principes qui fondent notre société démocratique, et ce, par le biais de l'art de la plaidoirie. Cette année, 12 groupes d'étudiants de 4^e et 5^e secondaires ont participé, sous la supervision de 7 avocats et 5 juges.



Le **Projet Espoir** vise à favoriser la persévérance scolaire dès le secondaire auprès de jeunes étudiants provenant de milieux moins favorisés et de communautés socialement et historiquement sous-représentées au sein de la profession en attribuant des bourses. Pour la première année de ce programme, l'ABC-Québec a recueilli 21 bourses.

RÉCIPIENDAIRES DE PRIX ET DISTINCTIONS

2021-2022

PRIX JULES-DESCHÊNES



Me Alexandre-Philippe Avard

Ce prix récompense le dévouement exceptionnel d'un bénévole au sein de l'ABC-Québec.

PRIX ÉTUDIANT - ENGAGEMENT SOCIAL



Mme Tikinas Nedil

Le Prix étudiant - Engagement social vise à reconnaître la contribution exceptionnelle d'un étudiant membre de l'ABC-Québec au bien-être de la communauté.

MÉDAILLE PAUL-ANDRÉ-CRÉPEAU



Professeur Fabien Gélinas, Ad.E.

La Médaille Paul-André-Crépeau est remise à un juriste qui a également contribué tant à l'avancement des aspects internationaux du droit privé qu'à ceux du droit commercial, au Québec et au Canada.

CONCOURS DE PLAIDOIRIE PIERRE-BASILE-MIGNAULT



Mme Léonie Bourdeau

L'ABC-Québec remet au 2e meilleur plaideur ou meilleure plaideuse, selon les points obtenus lors de la joute préliminaire, la Coupe du Barreau canadien, Division du Québec, ainsi qu'une bourse de 300 \$.

PRIX MICHEL-ROBERT



M. Rémi Fuhrmann (Maîtrise)

Professeur Antoine Pellerin (Doctorat)

Les prix Michel-Robert récompensent le meilleur mémoire de maîtrise et la meilleure thèse de doctorat dans l'un des domaines suivants : droit international, droit constitutionnel et droits et libertés de la personne, ainsi que l'État de droit, dans quelque domaine que ce soit.

CONCOURS DE CAS DE LA SECTION ÉTUDIANTE

Première place :

**Dalia Tarchila, Jacqueline Sirois,
Xin Hao Yang et Jane Chen**

Deuxième place :

**Juliette Lanseigne-Moreau,
Fabrice Turgeon, Laurence Jean
et Katherine Rivera-Levesque**

Réservé aux étudiants.es de première année au baccalauréat en droit, ce concours demande à des équipes composées de quatre étudiants.es. de trouver et présenter une solution, en 72 heures, à un enjeu vécu par la communauté juridique.

PRIX CLAUDE-BEAUDOIN - EXCELLENCE - SECTIONS DE DROIT



Section Actions collectives

Le Prix Claude-Beaudoin - Excellence - Sections de droit a pour but de souligner l'excellence du programme de formation continue ainsi que les autres réalisations d'une section.

BOURSES AUX ÉTUDIANTS.ES DE L'UQAM



Mme Marie-Pier Riendeau

et Mme Julie Perreault

L'ABC-Québec remet annuellement des bourses aux deux étudiants.es de l'UQAM ayant le mieux réussi le cours de Droit constitutionnel (JUR2515). Chacun de ces étudiants.es se mérite une bourse de 200 \$.

Partenariats

La permanence de la Division a également mis en place plusieurs partenariats avec différents organismes et associations afin de faire la promotion des services de l'ABC-Québec. Ainsi, des ententes ont été conclues ou renouvelées auprès de divers partenaires permettant une large diffusion des activités de formation, tant en salle qu'en ligne.

MERCI POUR VOTRE SUPPORT !



L'ABC-Québec tient aussi à remercier les cabinets partenaires de l'ABC pour le support dans l'accomplissement de sa mission.



Mandat

Le Conseil d'administration représente la Division. Il possède tous les pouvoirs, sauf celui d'adopter des règlements, et fait rapport à chaque assemblée générale des membres.

Réunions

Le Conseil d'administration s'est réuni, en 2021, le 29 juillet, le 8 octobre, le 14 octobre, le 18 novembre, le 3 décembre et le 16 décembre, ainsi que le 27 janvier, le 21 février, le 24 février, le 31 mars, le 7 avril et le 29 juin en 2022. Le Comité des dirigeants, formé du président, de la vice-présidente, du président sortant, du secrétaire et de la trésorière, s'est également impliqué pendant l'année entre les réunions.

Réalisations

Représentation au nom de la profession

La Division est intervenue dans les dossiers suivants :

- Le 27 août 2021, Le Forum des Femmes Juristes a diffusé un communiqué afin d'exprimer son inquiétude à l'égard de la situation des femmes en Afghanistan et, en particulier, de leurs consœurs qui sont à très grand risque pour avoir soutenu, pendant de nombreuses années, la primauté du droit.
- Le 7 octobre 2021, la Division a soumis un mémoire relatif au projet de loi n° 96 – *Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français*. Bien que la Division endosse les objectifs du projet de loi de protection et de valorisation de l'utilisation de la langue française dans les institutions québécoises, L'ABC-Québec a toutefois formulé quelques observations, notamment en raison de l'incidence qu'elles sont susceptibles d'avoir sur la primauté du droit, l'accès à la justice et les transactions commerciales.
- Le 27 octobre 2021, la Division du Québec a déposé un mémoire à l'occasion des consultations particulières et des auditions publiques de la commission des institutions sur le projet de loi n° 92, *Loi visant la création d'un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale et portant sur la formation des juges en ces matières*.
- Le 3 décembre 2021, la Division a déposé un mémoire à l'occasion des consultations particulières et des auditions publiques de la commission des institutions sur le projet de loi n° 2, *Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et modifiant le Code civil en matière de droits de la personnalité et d'état civil*.
- Le 20 décembre 2021, le président national, Me Stephen Rotstein, le vice-président national, Me Steeves Bujold, le président et la vice-présidente de la Division du Québec, Me Horia Bundaru et Me Martine Burelle, ont cosigné une lettre visant à rappeler l'importance de protéger l'indépendance judiciaire, réagissant ainsi à un texte d'opinion publié dans un journal montréalais, lequel visait un juge ayant rejeté une demande de recours judiciaire visant à faire invalider des textes législatifs et normatifs fédéraux. La Division soutien qu'attaquer un juge sous prétexte que sa nomination relève du gouvernement fédéral ne fait qu'éroder la confiance du public dans l'ensemble des cours de justice au Canada.
- Le 20 mai 2022, L'ABC-Québec a transmis une lettre au ministre de la Justice du Québec concernant le Projet de loi no. 96, *Règlement sur la procédure de sélection des candidats à la fonction de juge de la Cour du Québec, de juge d'une cour municipale et de juge de paix magistrat*.
- Le 30 juin 2022, la section de droit criminel a transmis une lettre au ministre de la Justice du Québec quant à l'importance de réformer la structure tarifaire de l'aide juridique considérant que les tarifs aux avocats sont désuets depuis de nombreuses années.
- Le 18 juillet 2022, la section de droit Immigration a transmis au ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration du Québec une lettre afin de lui faire part de commentaires concernant les récentes modifications apportées au Guide des procédures d'immigration sur les relations avec les intermédiaires, notamment sur l'accès à l'avocat aux entrevues de sélection du Québec.

Par ailleurs, le 22 mars 2022, la Division a transmis sa position à l'ABC dans le cadre de l'Affaire *Canadian Council for Refugees et al. v. Minister of Citizenship and Immigration, et al.* concernant l'entente entre le Canada et les États-Unis sur les pays tiers dans le cadre d'un processus d'immigration; l'ABC-Québec a appuyé la position d'intervention du bureau national. Le 8 juillet 2022, dans le cadre de l'affaire *A.B. v. Northwest Territories (Education)*, la Division a soutenu la nécessité pour l'ABC d'intervenir en Cour suprême, en soulignant que le droit de s'exprimer et d'être compris dans la langue officielle de son choix, même lorsque celle-ci est minoritaire au sein de la province, est une question pertinente au Québec. Celle-ci pourrait avoir des implications pratiques, au vu de la décision récente du législateur québécois de spécifier que la connaissance de l'anglais ne peut constituer une compétence exigée de la part des candidats à la fonction de juge de nomination provinciale, sauf de manière exceptionnelle.

Finalement, le 13 mai 2022, la directrice générale de la Division et le Président ont rencontré un membre du Barreau de l'Ukraine en compagnie de représentants du Barreau du Québec, d'Avocats sans frontières ainsi que de l'Union internationale des avocats afin de mieux comprendre la situation en Ukraine et les manières d'offrir de l'aide de manière concrète. En outre, plusieurs rencontres ont été organisées avec les juges en chef de nos cours de justice ainsi que les représentants du Barreau du Québec et du Barreau de Montréal afin d'établir une saine et efficace collaboration entre nos différentes entités.

Membres du Conseil d'administration

Horia Bundaru, Président
Martine Burelle, Vice-présidente
Tommy Tremblay, Président sortant
Audrey Létourneau, Trésorière
Louis Sévéno, Secrétaire
Doron Belaïch
Hugo Cyr *
William Dion-Bernard
André Albert Morin **
Jonathan Pierre-Étienne
Charlotte Rémillard
Amélie Samson
Matthew S. Shadley
Simon Tremblay
Yanick Vlasak

* : Démission le 30 janvier 2022, remplacé par Me Patricia Timmons le 24 février 2022.

** : Démission le 17 mai 2022.

Cultiver une communauté professionnelle inclusive et engagée

L'ABC-Québec a continué, à travers ses différentes sections de droit, à promouvoir une communauté professionnelle inclusive et engagée par le biais de son Forum des femmes juristes, le Comité égalité et la Conférence sur l'orientation et l'identité sexuelles. De plus, durant l'année, deux membres de la Division, Mes Steeves Bujold et Marie Laure Leclercq, Ad.E., ont offert des séances de formation aux juges de la Cour du Québec et des Cours municipales, du Tribunal administratif du Québec et de la Cour d'appel du Québec portant le titre : *La communauté LGBTQ2S+, Quelque part au-delà de l'arc-en-ciel*, une formation sur mesure pour les décideurs sur l'histoire sociale et juridique de la communauté LGBTQ2S+ au Québec.

En outre, notre section étudiante a présenté une conférence sur la diversité et l'inclusion dans la profession juridique afin de mettre en lumière les enjeux liés à la diversité dans le milieu juridique. Par ailleurs, la Division a développé une formation intitulée *La face cachée de la discrimination: Comprendre la grossophobie*, qui fut un succès.

Finalement, l'une des priorités de l'année était la mise en place d'une nouvelle *Politique des sections de droit* afin, notamment, de favoriser un sain roulement et ainsi permettre à de nouveaux membres de s'impliquer, et d'encourager la diversité. Ce fut une mission accomplie : la politique a été transmise en fin d'année aux présidents.es et vice-présidents.es de sections afin de débiter l'année 2022-2023 de façon dynamique tout en leur offrant une meilleure structure afin de mieux les accompagner.

Préparer la profession pour l'avenir

Cette année, le programme de mentorat mis en place par la section étudiante, en collaboration avec la section des jeunes juristes, a connu une deuxième année remplie de succès. En outre, la section étudiante a offert des webinaires et des capsules vidéo qui visent à aider les étudiants à se préparer aux études et aux examens de l'École du Barreau du Québec, en plus de la recherche de stages et d'un emploi, lesquels ont connu un grand succès. La section étudiante a mis sur pied un concours de cas avec jury qui s'adresse aux étudiants.es en première année de droit. La question à résoudre était la suivante : *Quelle(s) mesure(s) devrait(en)t être mise(s) en place par les acteurs gouvernementaux afin d'atteindre la carboneutralité au Canada?* Une bourse de 1,500\$ offerte par La Financière des avocats et des avocates y était attachée.

Dans le cadre du projet Espoir, la Division a lancé un vaste projet visant à mettre en place un système de bourse afin de favoriser la persévérance scolaire des jeunes dès le secondaire provenant de communautés moins favorisées et de communautés sous-représentés dans la profession selon trois axes à savoir; les communautés autochtones, les communautés noires et les communautés économiquement moins favorisées. Par l'entremise de l'entente entre la Division et Éducaide, des membres et des cabinets ont remis 21 bourses à des jeunes étudiants.es de 4^e et 5^e secondaires dans le cadre de la première année de ce projet.

Finalement, Le Programme Citoyenneté et Chartes s'est poursuivi, malgré les obstacles liés à la pandémie : ce programme initie des groupes d'élèves aux droits fondamentaux et les sensibilise aux principes qui fondent notre société démocratique, et ce, par le biais de l'art de la plaidoirie. Cette année, 12 groupes d'étudiants de 4^e et 5^e secondaires ont participé, sous la supervision de 7 avocats et 5 juges.

Offrir du perfectionnement professionnel unique et adapté aux besoins des membres

Évidemment, dû à la pandémie, la Division a dû faire preuve d'ingéniosité afin de bien desservir ses membres. Ainsi, bien que l'année débutât encore une fois en mode virtuel, quelques activités en présentiel ont pu être tenues dès le mois de novembre. La fin de l'année a pu voir la standardisation des formations en mode hybride, avec un format virtuel et un format présentiel en simultanée. Au total, la Division a tenu 62 activités de formations, pour un total de 2753 participants.es.

ORGANIGRAMME DE L'ABC-QUÉBEC

2021-2022

Comités statutaires



Comité Législation et réforme du droit

Comité Citoyenneté et chartes

Comité Égalité

Comité des communications

Sections de droit



Bureau de la permanence

Me Manon Dulude
Directrice générale

Me Martin Thibault
Directeur des opérations

Mme Catherine-Iman Taleb
Res. du dev. professionnel et des projets spéciaux

Mme Amélie Lacroix
Coordonnatrice aux communications

Mme Florence Chouinard
Coordonnatrice aux sections de droit

Mme Jessie Giroux ***
Agente, service aux membres

* : Démission le 30 janvier 2022, remplacé par Me Patricia Timmons le 24 février 2022

** : Démission le 17 mai 2022

*** : Madame Giroux a quitté l'ABC-Québec le 13 mai 2022. Elle fut remplacée par Madame Wendy Sharratt à partir du 15 juin 2022.

COMITÉS STATUTAIRES DE L'ABC-QUÉBEC

2021-2022

ADMINISTRATION ET FINANCES

Mandat

Le Comité administration et finances a comme mandat la supervision et le contrôle de la gestion financière, la révision des budgets ainsi que l'étude des demandes budgétaires en provenance de divers intervenants. Révision des prévisions budgétaires afin de présenter des recommandations au Conseil d'administration pour adoption finale.

Membres du comité

Horia Bundaru, Président
Martine Burelle, Vice-présidente
Audrey Létourneau, Trésorière
Manon Dulude, Directrice générale

CITOYENNETÉ ET CHARTES

Membres du comité

Alexandre Fallon, Coprésident
Myriam Brixi, Coprésidente
Horia Bundaru
Karen Kear-Jodoin
Pierre C. Gagnon
Alexandre-Philippe Avaré
Harry Dikranian
Catherine Biron
Isabelle Bertrand, Coordonnatrice

Mandat

Le Comité veille à la diffusion, à l'implantation, à la mise à jour et à la validation d'un programme d'enseignement des droits de la personne auprès des étudiants de 4^e et 5^e secondaire, le Programme citoyenneté et chartes. Ce programme initie des groupes d'élèves aux droits fondamentaux et les sensibilise aux principes qui fondent notre société démocratique, et ce, par le biais de l'art de la plaidoirie. Il leur permet de prendre conscience du rapport qui existe entre leur rôle de citoyens et les droits et obligations qui sont prévus dans les chartes canadienne et québécoise.

COMMUNICATIONS

Mandat

Le rôle du Comité des communications consiste à participer à la production et à la diffusion de l'information au soutien des différentes activités de l'ABC-Québec. Ce comité voit à l'élaboration de stratégies de communication et à la bonification des outils de communication de l'ABC-Québec. Il est responsable des publications sur les différents outils de la Division.

Membres du comité

Dario Hajjar, Président
Horia Bundaru
Simon Tremblay

ÉGALITÉ

Mandat

Le Comité égalité a pour mission de sensibiliser la profession juridique aux questions d'égalité et de suggérer des moyens pour éliminer la discrimination. Il propose et supervise la mise en œuvre de toutes les résolutions relatives à l'égalité adoptées par le Conseil d'administration de la Division et le Conseil d'administration national. Il fait valoir les avantages de la diversité et participe à la mise en œuvre des recommandations pour sa reconnaissance.

Membres du comité

Jonathan Pierre-Étienne, Président
Horia Bundaru
Audrey Boctor
Catherine Biron
Laurence Camille
Laetitia Caporicci
Louis Charron
Frederick J. Doucet
Chloé Fauchon
Annie Émond
Nina Fernandez
Karine Joizil
Marie Laure Leclercq
Trang-Dai Nguyen
Claude Pellerin
Patricia Timmons

LÉGISLATION ET RÉFORME DU DROIT

Membres du comité

Lucie Joncas, Présidente
Mandy Alessandrini
Julie Baril
Jérémy Boulanger-Bonnely
Maya Cachecho
Alexandre Forest
Michele Gamache
Marie Laure Leclercq
Jean-François Lépine
Charles-Antoine Péladeau

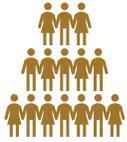
Mandat

Le mandat du Comité se veut le prolongement de celui qui existe au niveau national. Toutefois, ce comité a pour mission de refléter, dans ses avis et dans ses prises de position, la spécificité de la culture juridique québécoise : sa tradition civiliste, sa mixité juridique et sa culture francophone. Ce comité voit donc à la révision des positions officielles de l'ABC-Québec sur la législation et la réforme du droit en tenant compte de ces paramètres.

SECTIONS DE DROIT

2021-2022

ACTIONS COLLECTIVES



149 membres



1 webinaire



1 cocktail réseautage

Membres du comité exécutif

Emmanuelle Rolland, Présidente
Myriam Brixi, Vice-présidente
Sébastien Caron, Président sortant
Pierre Boivin
Kristian Brabander
Gabrielle Gagné
Marianne Ignacz
Anne Merminod
Eric McDevitt David
Laurent Nahmiash
Catherine Piché

AFFAIRES



349 membres



1 intervention
publique

Membres du comité exécutif

Fadi Amine, Président
Sébastien Richemont, Président sortant
Félix Bernard
Aude Florin
Kiriakoula Hatzikiriakos
Julien Hynes-Gagné
Céline Legendre
Nicolas Morin
Mary Jeanne Phelan

ADMINISTRATIF & CONSTITUTIONNEL ET DROITS DE LA PERSONNE



210 membres



2 webinaires



1 formation hybride

Membres du comité exécutif

Etienne Gabrysz-Forget,
*Président de la section Constitutionnel et
droits de la personne*
Guillaume Charlebois,
*Président de la section de droit
Administratif*
Nicolas Hébert-Gauthier
Olga Redko
Lana Rackovic
Michelle Kellam
Christophe Savoie
Alexandrine Lahaie
Faiz Lalani
Catherine Mathieu

ACCJE – SECTION QUÉBEC



172 membres



2 webinaires

Membres du comité exécutif

Pascale Pageau, Présidente	Denis Lavoie
Simon Tremblay, Vice-président	Elizabeth Roy
Sabine Altier	Jean-Olivier Tremblay
Lyla Bradley	Brigid Quinlan
Caroline Dupras	Martine Vanasse

AÎNÉS



35 membres



1 webinaire

Membres du comité exécutif

Véronique Morin, Présidente
Francine Martel, Vice-présidente
Emmanuelle Anselem Ouellette
Nancy Cleman
Vanessa Gregorio
Louise Langevin
Ann Margaret Soden

SECTIONS DE DROIT

2021-2022

ASSURANCES ET LITIGES CIVILS



280 membres



3 webinaires



2 formations
hybrides

Membres du comité exécutif

Jacqueline Bissonnette, Présidente	Julia De Rose
Marie-Hélène Bétournay	Sara Gloutnay
Nathalie Durocher	David E. Roberge
Dominic Boisvert	Frédéric Savard-Scott
Louis-Philippe Cartier	Patricia Timmons
Geneviève Chabot	

CONFÉRENCE SUR L'ORIENTATION ET L'IDENTITÉ SEXUELLES (CORIS)



23 membres



2 webinaires



1 intervention
publique

Membres du comité exécutif

Karl Boulanger, Coprésident	John J. Lennard
Terry Kyle Lapierre, Coprésident	Michel Morin
Elisabeth Brousseau	Stéphan Nadeau
Louis Charette	Xavier Plamondon
Bernard Amyot	Benjamin Poirier
Catherine Bélanger-Pâquet	Jonathan Poulin
Steeves Bujold	Nadir Pracha
Louis R. Charron	David-Emmanuel Roberge
Mathieu Deschamps	Anthony Sylvain
Frédérique Drainville	Nicholas Trottier
Jesse J.D. Hartery	Alex Vandal-Milette
Nicolas Hébert-Gauthier	Marie Laure Leclercq

DROIT CRIMINEL



52 membres



1 intervention publique

Membres du comité exécutif

Trang Dai Nguyen, Présidente
Matthew Shadley, Vice-président
Nadine Touma, Présidente sortante
Nicole Duval-Hesler, Conseillère
Annie Émond
Denis Gallant
Daniel Grodinsky
Leon H. Moubayed
Maxime Hebrard
Lida Sara Nouraie
Isabelle Schurman

CONSTRUCTION



160 membres



1 webinaire



1 formation hybride

Membres du comité exécutif

Gabriel Lefebvre, Président	Yannick Hurtubise-Forget
Horia Bundaru	Béatrice Boucher
Antoine Bigenwald	Sophie Perron
Maxime Cantin	Catherine Dagenais
Étienne Chauvin	Alexandre Franco
Pascale Dionne-Bourassa	Mélanie Jacques
Nicolas Gagnon	Mario Welsh

SECTIONS DE DROIT

2021-2022

ENVIRONNEMENT, ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES



141 membres



3 webinaires

Membres du comité exécutif

Anne-Catherine Boucher, Présidente
Roger Bill, Vice-président
Mariko Maya Khan, Présidente sortante
Émilie Bundock
Chloé D'Astous
Zacharie Barabé-Desrosiers
Amelia Fong
Jade Lemieux

ENFANT ET DE LA JEUNESSE



14 membres



1 webinar



1 intervention
publique

Membres du comité exécutif

Caroline Harnois, Co-présidente
Claudia Andréa Molina, Co-présidente
Amélie Samson

SECTION ÉTUDIANTE



167 membres



4 webinaires et
conférences



1 concours de
cas



5 capsules vidéo

Membres du comité exécutif

Jovik Fleury, Président
Gabriel Alves, Vice-président
Alexandrina Boboc
Edward Boisvert
Gabriel Boivin
Roy Cheung
Noémie Fargier
Laury Geoffroy
Guillaume B. Laplante
Amély Lewis
Jean Malek
Tikinas Nedil
Catherine Roussy
Anita Sengupta
Florence Tardif

FAMILLE



51 membres



2 webinaires



1 intervention
publique

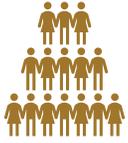
Membres du comité exécutif

Marie-Elaine Tremblay, Présidente
Christina Bouchard
Marie-Ève Brown
Isabelle Duval
Viki Fontaine
Anne-Elizabeth Girard
Pascale Vallant

SECTIONS DE DROIT

2021-2022

FAILLITE ET INSOLVABILITÉ



159 membres



2 formations hybrides



1 webinaire



1 cocktail réseautage



1 déjeuner causerie

Membres du comité exécutif

Isabelle Desharnais, Présidente
Jocelyn Perreault, Vice-président
Luc Morin, Président sortant
Brandon Farber
Ilia Kravtsov
Mathieu Lévesque
Joseph Reynaud
Gary Rivard
Christian Roy
Roger Simard
Claire Zikovsky

FISCAL



103 membres



2 webinaires

Membres du comité exécutif

John Leopardi, Président
McShane Jones, Vice-président
Claude E. Jodoin
Joakim Albert
Angelo Discepolo
Marie-France Dompierre
Laura Gheorghiu
Christian Meighen
Sébastien Rheault

FORUM DES FEMMES JURISTES



153 membres



2 webinaires



1 intervention
publique

Membres du comité exécutif

Patricia Gamliel, Présidente
Suzie Lanthier, Vice-présidente
Joanie Lapalme
Lilia Benaïssa
Caroline Briand
Danielle Ferron
Andrée-Anne Labbé
Caroline Lepage
Claire Peacock
Jade-Élie Savoie

IMMOBILIER



168 membres



1 webinaire

Membres du comité exécutif

Valérie Mac-Seing, Présidente
Anthony Arquin, Vice-président
Nathalie Bédard
Émery Brunet
Bruno Burrogano
Steve Collins
Francine Pager
Chantal Sylvestre
Marie-Andrée Thibault
Nathalie Duceppe

GOVERNANCE, CONFORMITÉ RÉGLEMENTAIRE ET ÉTHIQUE



99 membres



1 webinaire

Membres du comité exécutif

Soulef Hadjoudj, Présidente
Pierre Gignac, Président sortant
Lyne Burelle
Julie Noël de Tilly
Chloé Latulippe
Julie-Martine Loranger
Julie Rochette
Stéphane Rousseau
Alan Sarhan
Karounga Diawara
Raymond-Mathieu Simard
Martin Thiboutot

SECTIONS DE DROIT

2021-2022

IMMIGRATION ET CITOYENNETÉ



129 membres



3 webinaires



1 intervention publique

Membres du comité exécutif

Christine Beltempo, Présidente

Isabelle Owston, Vice-présidente

Lisa Middlemiss, Présidente sortante

Clara Berké

Herbert Brownstein

Audrey Anne Chouinard

Mathieu Di Lullo

Geneviève Hénault

Julio Mena

Claudia Andrea Molina

Hanan Mukbel

Angela Potvin

Marc-André Séguin

Nicolas Simard Lafontaine

Walter Chi-yan Tom

INFORMATION, TÉLÉCOMMUNICATIONS ET PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE



134 membres



4 webinaires

Membres du comité exécutif

Caroline Jonnaert, Co-Présidente

Stéphanie Girard, Co-Présidente

Justin Freedin

Alexandre Ajami

Lonnie Brodtkin-Schneider

Amy Dam

Chloé Latulippe

Éric Lavallée

Patrick Laverty-Lavoie

Marie Laure Leclercq

Gabriel Melançon

Jean-Philippe Mikus

INTERNATIONAL



148 membres



2 webinaires

Membres du comité exécutif

Antoine Motulsky Falardeau, Président

Patrick Ferland, Président sortant

Laurence Bich-Carrière

Bernard Colas

Guillaume Laganière

Alain Prujiner

Christopher Richter

JEUNES JURISTES



275 membres



1 webinaire

Membres du comité exécutif

Caroline-Ariane Bernier, Présidente

Valérie Masse, Vice-présidente

Patricia Atallah

Michel Bélanger-Roy

Evelyne Gauvin

Nicolas Karsenti

Frédéric Lavoie

Natasha Petrof

Brigitte Savignac

Judith Séguin

Diana Sitoianu

SECTIONS DE DROIT

2021-2022

MUNICIPAL



85 membres



5 webinaires



1 formation hybride

Membres du comité exécutif

Simon Frenette, Président
Vanessa Hergett, Vice-présidente
Louis Béland
Daniel Bouchard
Martine Burelle
Adina-Christina Georgescu
Claude Jean
Jean-Daniel Lamy
Cassandre Louis
Laura Palavicini
Agnes Pignoly
Alexandre Thériault-Marois
Nathan Williams

PRÉVENTION ET RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS



117 membres



2 webinaires

Membres du comité exécutif

Stefan Chripounoff, Président
Pascale Dionne-Bourassa, Vice-présidente
Steve McInnes, Président sortant
Olivier Després
Dimitri Maniatis
Marie-Claude Martel
Serge Pisapia
Sophie Truesdell-Ménard

RECHERCHE ET GESTION DU SAVOIR



53 membres



2 webinaires

Membres du comité exécutif

Anne-Marie Santorineos, Présidente	David B. Éthier, Vice-Président
Laurence Bich-Carrière	Emmanuelle Demers
Vikki Andrighetti	Catherine A. Jenner
Caroline Légaré	Catherine Martel

SANTÉ



72 membres



2 webinaires

Membres du comité exécutif

Marie-Ève Bélanger, Présidente	Mélanie Champagne
Bénédict Nicole,	Catherine Laprade
Mylène Beaupré	Karine Thériault
Maude St-Georges	

TESTAMENT, SUCCESSIONS ET FIDUCIES



100 membres



6 webinaires

Membres du comité exécutif

Mark A. Potechin, Président	Elizabeth Lamarre
Sevgi Kelci, 1 ^{ère} Vice-présidente	Antonio Iacovelli
Marie Pier Thivierge, 2 ^e Vice-présidente	Chantale Moreau
Janet Michelin, Présidente sortante	Vincent Morier
Marcella De Piano	Francine Pager
William Dion-Bernard	Sabrina Silvano

TRAVAIL ET DE L'EMPLOI



151 membres



3 webinaires

Membres du comité exécutif

Sophie Cloutier, Présidente	Johanne Cavé
Dominique Launay, Vice-présidente	Christopher Deehy
Justine B. Laurier, Présidente sortante	Denis Nadeau
Danilo Di Vincenzo	Catherine Massé-Lacoste
Marc Beaudry	Denis Provençal
Isabelle Boivin	Farhad Shayegh

MERCI POUR VOTRE IMPLICATION !

ANNEXE 1 – ACTIVITÉS DES SECTIONS DE DROIT

2021-2022

Sections	Date	Titre/Thème	Conférenciers	Type	Nombre de participants
Actions collectives	16 sept. 2021	Les enjeux pratiques des actions collectives	L'honorable Donald Bisson, juge coordonnateur de la Chambre des actions collectives	Webinaire	77
Assurances et litiges civils	30 sept. 2021	L'abus de l'abus	Me Marie-Josée Bélinsky, Fonds d'assurance responsabilité professionnelle L'Honorable Jacques R. Fournier, Juge en chef de la Cour supérieure du Québec	Webinaire	60
Immigration et citoyenneté	7 oct. 2021	Session avancée - Ports d'entrée du Québec - Règles d'admission mises à jour	Rémi Mallette - Agent des services frontaliers à l'aéroport Trudeau - Agence des services frontaliers du Canada Gouvernement du Canada Chantal Roy - Surintendante à Lacolle - Agence des services frontaliers du Canada Gouvernement du Canada Myriame Perceval - Agente régionale de programmes - volet immigration - Agence des services frontaliers du Canada Gouvernement du Canada Jonathan Savage - Agent de promotion - Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada Gouvernement du Canada Me Geneviève Hénault - Avocate, Gomberg Dalfen S.E.N.C. - modératrice	Webinaire	104
Municipal	8 oct. 2021	Revue de la jurisprudence en aménagement et urbanisme	M. Louis-Benoit l'Italien Bruneau, Urbaniste, Paré + Associés Me Agnès Pignoly, Davies Ward Phillips & Vineberg	Webinaire	105
Testaments, successions et fiducies	14 oct. 2021	Litige successoral - Maitriser les principes et appliquer les stratégies	Me Dan Derhy, Notaire, Derhy Fiducies & Successions Me Hugo Saint Laurent, Avocat principal, Borden Ladner Gervais	Webinaire	35
Faillite et insolvabilité	21 oct. 2021	Restructuration au féminin L'arrêt Canada North Group et ses répercussions sur le régime d'insolvabilité	L'honorable Christian Immer, juge à la cour supérieure du Québec Me Frédérique Drainville, McCarthy Tétrault Mme Julie Mortreux, Deloitte inc	Webinaire	48
Étudiants et étudiantes	26 oct. 2021	Diversité et inclusion : des valeurs fondamentales dans le monde juridique	Me Steeves Bujold, McCarthy Tétrault Me Kateri Vincent, Ministère de la Justice du Canada Me Sabine Uwitonze, Centre Communautaire Juridique de Montréal	Webinaire	
Recherche et gestion du savoir, en collaboration avec Travail et Emploi	27 oct. 2021	L'effet juridique de la COVID 19 dans les milieux de travail	Me Lucie Roy, Le Corre et associés Me Jean-Luc Dufour, Poudrier Bradet avocats	Webinaire	40
Enfant et de la jeunesse	29 oct. 2021	Les adoptions internationales - International adoptions (Tout ce qu'un praticien doit savoir avant de se lancer - Everything a practitioner must know prior to filing)	Me Cathryn Sawicki, Serotte Law Firm Me Doreen Brown, Green Glazer Avocats	Webinaire	32

ANNEXE 1 – ACTIVITÉS DES SECTIONS DE DROIT

2021-2022

Sections	Date	Titre/Thème	Conférenciers	Type	Nombre de participants
Association canadienne des conseillers juridiques d'entreprises - Section Québec (ACCJE)	9 nov. 2021	La gestion efficace des litiges : astuces et conseils pratiques	Marc-Andre Landry et Nicholas Daudelin	Webinaire	16
Municipal	11 nov. 2021	Les nouvelles règles d'éthique et de déontologie municipale du Projet de loi 49	Me Alexandre Lacasse, DHC Avocats	Webinaire	25
Fiscal	16 nov. 2021	Allègement fiscal relatif aux transferts intergénérationnels de petites entreprises - mise à jour sur les dispositions fédérales et provinciales	Me Nadia Rusak, Avocats Cragmore inc.	Webinaire	16
Association canadienne des conseillers juridiques d'entreprises - Section Québec (ACCJE)	17 nov. 2021	La guerre des talents: comment attirer, développer et retenir les meilleurs talents aux Affaires juridiques.	Jean-François Drouin, KCC Coach certifié - Formateur, Partenaire KCC Inc	Webinaire	16
Immigration et citoyenneté	23 nov. 2021	Le programme des entrepreneurs du Québec: Le Startup visa du Québec	Me Thierry Rasam, Directeur général BridgeMTL, Cabinet SOS Lex inc. Modérateur: Me Marc-André Séguin, Exeo Avocats Inc.	Webinaire	43
Travail et de l'emploi	24 nov. 2021	Rétrospective annuelle du droit du travail et de l'emploi hors Québec	Me George Vuicic, Hicks Morley Hamilton Stewart Storie	Webinaire	19
Assurances et litiges civils	25 nov. 2021	Développements récents en matière de protection de renseignements personnels dans le domaine des assurances	Me Guillaume Laberge	Webinaire	39
Actions collectives	30 nov. 2021	Réflexions sur la pratique de l'action collective au Québec	Me Pierre-Claude Lafond, Professeur, Université de Montréal Me Shaun Finn, BCF	Cocktail réseautage	37
Santé	30 nov. 2021	Développements récents en responsabilité médicale	Me Lara Khoury, Ad.E., Faculté de droit, Université McGill	Webinaire	34
Information, télécommunications et propriété intellectuelle	2 déc. 2021	La langue du commerce et des affaires au Québec : Les exigences sous la Charte de la langue française	Me Stéphanie Girard, Smart & Biggar	Webinaire	23
Faillite et insolvabilité	6 déc. 2021	Revue annuelle en matière de faillite et insolvabilité	Me Samuel Perron, Norton Rose Fulbright Canada Me Charles Lapointe, Langlois Avocats	Déjeuner-Causerie	46

ANNEXE 1 – ACTIVITÉS DES SECTIONS DE DROIT

2021-2022

Sections	Date	Titre/Thème	Conférenciers	Type	Nombre de participants
Assurances et litiges civils	6 déc. 2021	Les meilleures pratiques en gestion d'instance et les récentes modifications apportées au Cpc	Me David Roberge	Hybride	Salle: 45 Web: 29
Prévention et règlement des différends	7 déc. 2021	Conférence Olivier Després Revue annuelle 2021 en arbitrage civil et commercial	Me Olivier Després, Olivier Després Avocat	Webinaire	31
Faillite et insolvabilité	8 déc. 2021	Revue annuelle en matière de faillite et insolvabilité	Me Samuel Perron, Norton Rose Fulbright Canada Me Charles Lapointe, Langlois Avocats	Hybride	Salle: 59 Web: 17
Santé	10 déc. 2021	Accès aux données de santé: Enjeux et opportunités juridiques	Me Olivia Toussaint-Martin Me Mélanie Bourassa-Forcier	Webinaire	29
Testaments, successions et fiducies	16 déc. 2021	La fiscalité immobilière	Me Raphael Barchichat, PSB BOISJOLI	Webinaire	24
Testaments, successions et fiducies	20 janv. 2022	Étude de cas pratiques en matière de règlement d'une succession ayant des aspects particuliers.	Me Sevgi Kelci, Notaire Inc. Me Chantal Moreau, Directrice, Planification successorale, BMO	Webinaire	39
ABC-Québec	27 janv. 2022	L'expertise psychosociale et psychosociale: Comment concilier les attentes des experts et des juristes ?	L'honorable Pierre-C. Gagnon, Cour supérieure du Québec, Longueuil Professeure Karine Poitras, Laboratoire de psychologie légale, Université du Québec à Trois-Rivières Avec le soutien de M. Simon Carrier, B.A., Laboratoire de psychologie légale, Université du Québec à Trois-Rivières	Webinaire	72
Environnement, énergie et ressources naturelles	2 févr. 2022	L'avenir de la réglementation et de l'innovation technologique en matière énergétique	Me Éric Fraser, Directeur Affaires juridiques - Activités réglementées et litige, Hydro-Québec Me Louis Legault, Directeur Services juridiques de la Régie de l'énergie	Webinaire	21
Testaments, successions et fiducies	10 févr. 2022	Questions de planification fiscale et successorale transfrontalière : le Canada et les États-Unis	Me Rhonda Rudick, Davies Me Shlomi Steve Levy, Levy Salis	Webinaire	41
Assurances et litiges civils	15 févr. 2022	Conférence Jean-Bélanger - Décisions marquantes de 2021 en droit des assurances	Me Bernard Larocque Me Jonathan Lacoste Jobin	Webinaire	100
Jeunes Juristes	18 févr. 2022	Mental Health in the Legal Field	ileana Tismanariu	Webinaire	83
Municipal	24 févr. 2022	Revue annuelle de la jurisprudence en droit municipal	Me Pascal Marchi, Ville de Saint-Jérôme Me Alexandre Thériault-Marois, Service des affaires juridiques Ville de Laval	Webinaire	78
Forum des femmes	8 mars 2022	Journée internationale des femmes: Venez vous célébrer !		Webinaire	22

ANNEXE 1 – ACTIVITÉS DES SECTIONS DE DROIT

2021-2022

Sections	Date	Titre/Thème	Conférenciers	Type	Nombre de participants
Information, télécommunications et propriété intellectuelle	16 mars 2022	Décisions d'intérêt en matière de marques de commerce - Édition 2021	Me Laurent Carrière, Robic	Webinaire	27
Environnement, énergie et ressources naturelles	22 mars 2022	Miser sur la transparence : La Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme	Me Marie-Pier Tremblay, Juriste du Commissaire au lobbyisme du Québec	Webinaire	28
Testaments, successions et fiducies	28 mars 2022	Règlement des successions franco-québécoises : les bons réflexes et pièges à éviter	Me Angélique Devaux, Notaire, Cheuvreux Me Nathalie Chapis, Notaire, Notarius	Webinaire	62
Construction	31 mars 2022	Conférence Jean Savard : Revue de la jurisprudence 2021 en droit de la construction	Me Claudia Déry, Norton Rose Fulbright Canada	Hybride	Web: 45 Salle : 56
Municipal	6 avr. 2022	Décisions d'intérêt en appel d'offres public (tribunaux judiciaires et Autorité des marchés publics)	Me Pier-Olivier Fradette, Lavery	Webinaire	29
Administratif & Constitutionnel et droits de la personne	7 avr. 2022	Revue de la jurisprudence de l'année 2021 en droit administratif	L'honorable Alexander Pless, Cour supérieure du Québec Me Michelle Kellam, Ministère de la Justice Canada Me Olga Redko, IMK	Webinaire	37
Municipal	11 avr. 2022	L'ABC de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles	Me Félix B. Lebeau, KSA Avocats	Webinaire	33
Administratif & Constitutionnel et droits de la personne	12 avr. 2022	Revue de la jurisprudence de l'année 2021 en droit constitutionnel	L'honorable Sylvain Lussier, Cour supérieure du Québec Me Guillaume Charlebois, Davies Ward Phillips & Vineberg Me Lana Rackovic, Langlois Avocats	Webinaire	30
Information, télécommunications et propriété intellectuelle	13 avr. 2022	Apocalypse des données : conjuguer technique et juridique pour atteindre la conformité en matière protection des données	Jean Triquet, Directeur, cybersécurité et confidentialité chez PWC Pierre Martin Tardif, Professeur à l'Université de Sherbrooke Sunny Handa, Associé et chef des groupes nationaux Technologie et Communications de Blakes Modérateurs: Me Éric Lavallée, Lavery Me Patrick Laverty-Lavoie, ROBIC	Webinaire	42
Faillite et insolvabilité	14 avr. 2022	Le fisc et l'insolvabilité - une intersection achalandée, avec collisions fréquentes	Me Jean-Daniel Breton, Ernst & Young Me Sylvain Rigaud, Woods Me Mathieu Lévesque, BLG Me Joseph Reynaud, Stikeman Elliott	Hybride	Web: 20 Salle : 95

ANNEXE 1 – ACTIVITÉS DES SECTIONS DE DROIT

2021-2022

Sections	Date	Titre/Thème	Conférenciers	Type	Nombre de participants
Travail et de l'emploi	21 avr. 2022	Évolution du droit à la négociation collective chez les cadres : commentaires sur l'arrêt Association des cadres de la société des casinos du Québec.	Me Renée-Claude Drouin, professeure titulaire, Faculté de droit, Université de Montréal Me Jean-Luc Dufour, Poudrier Bradet avocats	Webinaire	20
Environnement, énergie et ressources naturelles	27 avr. 2022	Révision de la jurisprudence en droit de l'environnement de l'année 2021	Me Amélia Fong et Me Paul Blanchard, McCarthy Tétrault	Webinaire	38
Recherche et gestion du savoir	28 avr. 2022	La bonne foi dans l'exercice de droits discrétionnaires : le cas du non-renouvellement d'un contrat	Me Catherine Martel, Langlois avocats Me Marie-Laure Saliah-Linteau, Langlois avocats	Webinaire	19
Testaments, successions et fiducies	28 avr. 2022	Revue jurisprudentielle : testaments, successions et fiducies	Me Antonio Iacovelli, Miller Thomson Me Janet Michelin, IMK	Webinaire	Web : 74 Salle : 16
Information, télécommunications et propriété intellectuelle	4 mai 2022	Considérations juridiques et pratiques sur le phénomène du streaming dans l'industrie du jeu vidéo	Ileana Tismanariu	Webinaire	14
Immigration et citoyenneté	10 mai 2022	Entrée Express : Trucs et astuces que tout praticien doit connaître afin de réussir une demande de résidence permanente pour travailleurs qualifiés.	Isabelle Owston, avocate chez Galileo Partners, modératrice Mark Holte, avocat chez Holte Immigration Law, invité	Webinaire	58
Prévention et règlement des différends	11 mai 2022	Case-Management Arbitration	Me Daniel Baum, Langlois avocats Me Megan Keenberg, C.S., Q. Arb., Van Kralingen & Keenberg LLP	Webinaire	22
Famille	16 mai 2022	La rédaction des conventions: La validité, la contestation, le retrait du consentement et le poids accordé par les tribunaux	Me Michel Tétrault, Brodeur Prémont Lavoie avocats inc.	Webinaire	16
International	18 mai 2022	Développements récents en droit international privé québécois	L'honorable Louis LeBel, Langlois avocats Me Christopher Richter, Torys	Webinaire	15
Municipal, en collaboration avec Immobilier	19 mai 2022	Vers une réforme de la Loi sur l'expropriation	Me Sylvain Bélair, De Grandpré Chait Me Martine Burelle, burELLE Animation: Me Valérie MacSeing, MacSeing Thomas	Hybride	Web: 82 Salle : 26

ANNEXE 1 – ACTIVITÉS DES SECTIONS DE DROIT

2021-2022

Sections	Date	Titre/Thème	Conférenciers	Type	Nombre de participants
Forum des femmes	24 mai 2022	Autochtone et femme : Prendre sa place de juriste	L'Honorable Julie Philippe, Juge à la Cour du Québec (Montréal) ; Mme Marie Belleau, Nunavut Tunngavik Inc. (Iqaluit, Nunavut) ; Me Fanny Wylde, Centre communautaire juridique Abitibi-Témiscamingue (Chibougamau); Mme Alexsa McKenzie, avocate à l'Organisation des États américains (Washington, D.C.) Me Caroline Briand, modératrice	Webinaire	17
Fiscal	26 mai 2022	Divulgateion obligatoire de certaines opérations en matière fiscale	Me Andreea Norocel, Richter Me Danny Galarneau, Fasken Modérateur : John Leopardi, Blake, Cassels & Graydon	Webinaire	21
ABC-Québec : comité égalité	31 mai 2022	La face cachée de la discrimination : comprendre la grossophobie !	Mme Édith Bernier, fondatrice et rédactrice en chef de Grossophobie.ca - Infos & référence Me Josiane Rioux Collin, Chargée de cours, auxiliaire de recherche et doctorante à la Faculté de droit à l'Université de Sherbrooke	Webinaire	49
Assurances et litiges civils	1 juin 2022	Obligation de défendre - Un vent de fraîcheur et une ouverture pour une meilleure harmonisation des règles en matière d'assurance de la responsabilité civile	Janik Lachance, Vice-Présidente principale, Lignes financières, HUB International Québec Ltée Me John Nicholl, Ad. E., Senior Equity Partner, Clyde & Co Canada LLP Me Louis-Martin Richer, Médiateur accrédité et Chef National des Réclamations pour les secteurs Construction, Ingénierie et Cautionnement, Marsh Canada Modératrice: Me Nathalie Durocher, avocate-entrepreneure spécialiste de questions d'assurance et de conformité réglementaire, Delegatus	Hybride	Web : 50 Salle : 33
International	7 juin 2022	Vice caché, garantie et autres recours en matière de vente internationale : le Code civil du Québec s'applique-t-il vraiment ?	Me Patrick Ferland, LCM Avocats Inc.	Webinaire	35
Faillite et insolvabilité	9 juin 2022	Cocktail printanier	Allocution de l'honorable David R. Collier, Cour supérieure	Cocktail réseautage	50
Famille	10 juin 2022	La confidentialité en médiation: Pas aussi étanche que l'on croyait !	Me Marie-Elaine Tremblay	Webinaire	25
Administratif & Constitutionnel et droits de la personne	16 juin 2022	Relations fédérales-Provinciales, mieux saisir l'actualité juridique et politique	Benoit Pelletier, avocat, docteur en droit, professeur titulaire à la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa et ex-politicien	Hybride	Web : 17 Salle : 14

ANNEXE 1 – ACTIVITÉS DES SECTIONS DE DROIT

2021-2022

Sections	Date	Titre/Thème	Conférenciers	Type	Nombre de participants
Aînés	20 juin 2022	Les redditions de compte : un conte pour le nouvel âge. Ce que vous devez savoir sur les changements législatifs à venir et leur impact sur votre pratique	Vanessa Gregorio, BCF Marcella De Piano, BCF	Webinaire	21
Construction	21 juin 2022	Il était une fois à Trois-Rivières: Les défis procéduraux et enjeux des dossiers de la pyrrhotite	Me Mario Welsh, BCF Me Marie-Julie Lafleur, BCF Me Julien Tricart, BCF	Webinaire	13

ANNEXE 2 – ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS

AU 31 AOÛT 2022

ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS

AU 31 AOÛT 2022

**ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN -
DIVISION DU QUÉBEC
ÉTATS FINANCIERS
31 AOÛT 2022**

**ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN -
DIVISION DU QUÉBEC
ÉTATS FINANCIERS
31 AOÛT 2022**

Sommaire

	Page
Rapport des auditeurs indépendants	1 - 4
Résultats	5
Évolution des actifs nets	6
Situation financière	7
Flux de trésorerie	8
Notes complémentaires	9 - 14
Renseignements complémentaires	15

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Aux administrateurs de
L'ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN - DIVISION DU QUÉBEC

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de l'**ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN - DIVISION DU QUÉBEC** (l'« association »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 août 2022, et les états des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'association au 31 août 2022, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'association conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Informations autres que les états financiers et le rapport de l'auditeur sur ces états

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport annuel, mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport des auditeurs sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'association ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'association.

Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport des auditeurs contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'association;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'association à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

A handwritten signature in blue ink, appearing to read "Poirier - Nicolas Inc.", is written on a light pink rectangular background.

¹

Vaudreuil-Dorion
Le 6 décembre 2022

¹ Par Michel Poirier, CPA auditeur

RÉSULTATS

EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2022

Page 5

	Budget	2022	2021
Produits			
Cotisations des membres :			
- Nationales	358 234 \$	349 211 \$	382 946 \$
- Provinciales	123 024	118 752	119 656
Activités des sections de droit	220 000	132 812	165 101
Centre de diffusion Web	4 000	4 414	4 780
Dîner présidentiel	57 000	92 251	29 025
Événements	-	5 972	-
Recrutement et partenariats	31 250	21 548	20 567
Subventions gouvernementales	-	-	101 100
Ristournes	55 000	68 053	58 087
Produits nets de placements	5 000	8 208	5 312
Cotisations pour adhésion à une autre division	1 500	2 915	1 733
	855 008	804 136	888 307
Charges (annexe A)	854 005	807 152	720 981
(Insuffisance) excédent des produits sur les charges avant résultats du fonds de projets spéciaux	1 003	(3 016)	167 326
Charges des projets spéciaux	-	(22 477)	(4 000)
(Insuffisance) excédent des produits sur les charges	1 003 \$	(25 493) \$	163 326 \$

ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN - DIVISION DU QUÉBEC

ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS

EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2022

Page 6

	Projets spéciaux	Investis en immo- bilisations	Non affectés	2022 Total	2021 Total
Solde au début	30 955 \$	4 933 \$	1 259 582 \$	1 295 470 \$	1 132 144 \$
(Insuffisance) excédent des produits sur les charges	(22 477)	(11 170)	8 154	(25 493)	163 326
Investissement en immobili- sations corporelles	-	31 453	(31 453)	-	-
Affectation d'origine interne	40 000	-	(40 000)	-	-
Solde à la fin	48 478 \$	25 216 \$	1 196 283 \$	1 269 977 \$	1 295 470 \$

ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN - DIVISION DU QUÉBEC

SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 AOÛT 2022

Page 7

	2022	2021
Actif		
Actif à court terme		
Encaisse	1 338 657 \$	1 348 391 \$
Débiteurs (note 4)	16 677	39 890
Charges payées d'avance	5 995	22 265
	1 361 329	1 410 546
Immobilisations corporelles (note 5)	25 216	4 933
Dépôt sur loyer	12 284	-
	1 398 829 \$	1 415 479 \$
Passif		
Passif à court terme		
Fournisseurs et charges courues (note 6)	63 256 \$	69 602 \$
Produits reportés	9 010	2 260
Apports reportés (note 7)	7 376	7 376
	79 642	79 238
Loyer à payer	9 210	771
Dette à long terme (note 8)	40 000	40 000
	128 852	120 009
Actifs nets		
Projets spéciaux	48 478	30 955
Investis en immobilisations	25 216	4 933
Non affectés	1 196 283	1 259 582
	1 269 977	1 295 470
	1 398 829 \$	1 415 479 \$

Pour le conseil d'administration,

_____, administrateur

_____, administrateur

FLUX DE TRÉSORERIE

EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2022

Page 8

	2022	2021
Activités de fonctionnement		
(Insuffisance) excédent des produits sur les charges	(25 493) \$	163 326 \$
Éléments n'affectant pas la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	9 502	3 136
Perte sur disposition d'immobilisations	1 668	-
Loyer à payer	-	(9 264)
	(14 323)	157 198
Variation nette des éléments hors trésorerie liés au fonctionnement	39 887	(11 551)
	25 564	145 647
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(31 453)	(1 331)
Dépôt sur loyer	(12 284)	-
	(43 737)	(1 331)
Activités de financement		
Loyer à payer	8 439	-
Emprunt à long terme	-	10 000
	8 439	10 000
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(9 734)	154 316
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	1 348 391	1 194 075
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	1 338 657 \$	1 348 391 \$

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de l'encaisse.

1. Statuts constitutifs et nature des activités

L'Association, constituée en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies du Québec, protège et promeut les intérêts de ses membres évoluant au sein de la profession juridique. Elle est un organisme sans but lucratif au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu.

2. Principales méthodes comptables

L'association applique les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs et sur les montants comptabilisés au titre des produits et des charges pour les exercices visés. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. Les principales estimations portent sur la dépréciation des actifs financiers et la durée de vie utile des immobilisations corporelles.

Constatation des produits

Apports

L'association applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Selon cette méthode, les apports affectés à des charges d'exercices futurs sont reportés et comptabilisés à titre de produits au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés. Les apports non affectés sont comptabilisés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou lorsqu'ils sont à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que son encaissement est raisonnablement assuré.

Cotisations des membres

Les cotisations des membres sont constatées selon la méthode linéaire en fonction de la période couverte, lorsqu'il y a entente entre les parties, que le montant est déterminé ou déterminable et que le renouvellement est raisonnablement assuré. Le passif lié à la fraction des produits provenant des cotisations encaissées mais non encore gagnées est comptabilisé à l'état de la situation financière à titre de produits reportés.

Activités des sections de droit

Les activités des sections de droit et d'autres événements sont constatés à titre de produits lorsque l'activité a eu lieu, qu'il y a entente entre les parties, que le montant est déterminé ou déterminable et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

2. Principales méthodes comptables (suite)

Constatation des produits (suite)

Centre de diffusion Web

Les produits du centre de diffusion Web sont constatés lors de l'inscription des participants, lorsque le montant est déterminé ou déterminable et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Affectations d'origine interne

Projets spéciaux

Ces actifs nets sont destinés à la conception du nouveau site Internet ainsi qu'à d'autres projets spéciaux autorisés par le conseil d'administration.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective selon la méthode de l'amortissement linéaire et les périodes indiquées ci-dessous :

	Périodes
Mobilier de bureau	5 ans
Matériel informatique	3 ans

Dépréciation d'actifs à long terme

Les immobilisations corporelles sont soumises à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque leur valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur comptabilisée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de l'association consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires, y compris les découverts bancaires lorsque les soldes bancaires fluctuent souvent entre le positif et le négatif.

2. Principales méthodes comptables (suite)

Instruments financiers

Évaluation initiale

L'association évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers créés ou échangés dans des opérations conclues dans des conditions de pleine concurrence à la juste valeur. Les actifs financiers et passifs financiers qui ont été créés ou échangés dans des opérations entre apparentés, sauf pour les parties qui n'ont pas d'autre relation avec l'association qu'en leur qualité de membres de la direction, sont initialement évalués au coût.

Évaluation ultérieure

L'association évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût ou au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement selon la méthode linéaire se composent de l'encaisse et des débiteurs.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement selon la méthode linéaire se composent des créditeurs, du loyer à payer et de la dette à long terme.

Dépréciation

En ce qui a trait aux actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement, l'association détermine s'il existe des indications d'une possible dépréciation. Dans l'affirmative, et si l'association détermine qu'il y a eu au cours de l'exercice un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs, une réduction de valeur est comptabilisée aux résultats. Si les indications de perte de valeur s'atténuent ou disparaissent, la moins-value déjà comptabilisée doit faire l'objet d'une reprise de valeur dans la mesure de l'amélioration. La valeur comptable de l'actif financier ne peut être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise de valeur si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. La reprise de valeur est comptabilisée aux résultats.

Coûts de transaction

Les coûts de transaction attribuables à des instruments financiers évalués ultérieurement à la juste valeur et à ceux créés ou échangés dans une opération entre apparentés sont comptabilisés dans les résultats de l'exercice au cours duquel ils sont engagés. Les coûts de transaction relatifs à des instruments financiers créés ou échangés dans des conditions de pleine concurrence qui sont évalués ultérieurement au coût après amortissement sont comptabilisés au coût initial de l'instrument. Lorsque l'instrument est évalué au coût après amortissement, les coûts de transaction sont ensuite comptabilisés aux résultats sur la durée de l'instrument selon la méthode de l'amortissement linéaire.

3. Prévisions financières

Les chiffres présentés à l'état des résultats sous la colonne "Budget" sont fournis à titre d'information seulement. Ils n'ont pas fait l'objet d'un audit et ne sont pas couverts par le rapport de l'auditeur indépendant.

4. Débiteurs

	2022	2021
Clients	3 879 \$	2 949 \$
Contribution à recevoir	-	353
	3 879	3 302
Subvention salariale à recevoir	-	17 512
Subvention pour le loyer à recevoir	-	7 322
Taxes de vente à recevoir	12 798	11 754
	16 677 \$	39 890 \$

5. Immobilisations corporelles

	2022		2021	
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
Mobilier de bureau	11 482 \$	2 015 \$	9 467 \$	1 669 \$
Matériel informatique	157 110	141 361	15 749	3 264
	168 592 \$	143 376 \$	25 216 \$	4 933 \$

La charge d'amortissement est de 9 502 \$ (3 138 \$ en 2021). Au cours de l'exercice, on a disposé de mobilier de bureau, engendrant une perte sur disposition d'immobilisations de 1 668 \$ (aucun en 2021).

6. Fournisseurs et charges courues

	2022	2021
Comptes fournisseurs	36 900 \$	34 858 \$
Salaires à payer	26 356	34 744
	63 256 \$	69 602 \$

7. Apports reportés

	2022	2021
Solde au début	7 376 \$	7 376 \$
Encaissements de l'exercice	50 700	42 400
Montants constatés à titre de produits de l'exercice	<u>(50 700)</u>	<u>(42 400)</u>
Solde à la fin	<u>7 376 \$</u>	<u>7 376 \$</u>

Les apports reportés proviennent d'une contribution à l'épanouissement de la jeunesse québécoise pour un montant de 4 000 \$ (4 000 \$ en 2021), d'un projet de mandat de révision pour un montant de 2 626 \$ (2 626 \$ en 2021) et d'un projet d'activité avec l'ACCJE pour 750 \$ (750 \$ en 2021).

8. Dette à long terme

	2022	2021
Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes, sans intérêt, remboursable à l'échéance en décembre 2023	<u>40 000 \$</u>	<u>40 000 \$</u>

Les versements en capital estimatifs à effectuer au cours des deux prochains exercices sont les suivants :

2023	-	\$
2024	<u>40 000</u>	
		<u>40 000 \$</u>

9. Engagements contractuels

Les engagements pris par l'association en vertu de baux totalisent 291 210 \$ et le versements estimatifs à effectuer au cours des prochains exercices sont les suivants :

2023	54 790 \$
2024	54 790
2025	42 736
2026	42 736
2027	42 737
Autres	53 421
	<hr/>
	291 210 \$

Le contrat de location des locaux comporte deux options de renouvellement pour une période additionnelle de trois ans chacune dont l'association pourra se prévaloir en donnant un préavis de six mois.

10. Instruments financiers

Risques financiers

Les risques importants découlant d'instruments financiers auxquels l'association est exposée au 31 août 2022 sont détaillés ci-après.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'association éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers. L'association est exposée à ce risque principalement à l'égard de ses créditeurs, de son loyer à payer et de sa dette à long terme.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un actif financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'association à subir une perte financière. Le risque de crédit pour l'association est principalement lié aux débiteurs.

L'association consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. Elle effectue, de façon continue, des évaluations de crédit à l'égard de ses clients et maintient des provisions pour pertes potentielles sur créances, lesquelles, une fois matérialisées, respectent les prévisions de la direction. L'association n'exige généralement pas de caution.

	Budget	2022	2021
Annexe A - Charges			
Administration générale	653 237 \$	672 550 \$	682 560 \$
Communications et promotion	13 000	11 062	12 472
Activités des sections de droit	71 900	36 673	4 495
Dîner présidentiel	49 400	66 548	15 821
Événements	4 100	10 107	-
Affaires corporatives	55 268	7 380	3 572
Recrutement et partenariats	7 100	2 832	2 061
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	854 005 \$	807 152 \$	720 981 \$



RAPPORT ANNUEL

2021 – 2022

507 Place-d'Armes, bureau
1704, Montréal, Québec,
H2Y 2W8

Téléphone: 514-393-9600

Courriel: info@abcqc.qc.ca